

**DEPARTEMENT DES PYRENEES – ORIENTALES**  
**VILLE DE CERET**

**ARRÊTÉ N° 409 / 2024**

**Règlementant la circulation et le stationnement**

**Le 13 juin 2024**

**Parcours des Gegants**

Le Maire de la Ville de Céret,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et suivants, aux pouvoirs de Police du Maire,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610.5, indiquant que la violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par les décrets et arrêtés de police sont punis de l'amende prévue pour les contraventions de 1<sup>ère</sup> classe,

VU le Code de la Route

VU la loi 82.213 du 02 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

VU la circulaire de Monsieur le Préfet des Pyrénées-Orientales, en date du 15/01/2024, adaptant la posture Vigipirate à la période « hiver/printemps 2024 » et jusqu'à nouvel ordre. L'ensemble du territoire national est maintenu au niveau « sécurité renforcée – risque attentat » pour faire face à une menace terroriste qui reste durablement élevée.

VU la déclaration de Monsieur le Premier Ministre, à compter du 25 mars 2024, la posture du plan Vigipirate sur l'ensemble du territoire national est élevée à son niveau maximum « Urgence attentat »

VU l'arrêté permanent N°8/2022 portant réglementation du stationnement abusif de plus de 48 heures sur la commune de Céret,

VU la demande de Madame Houms – Directrice de l'école de Saint-Laurent de Cerdans- pour organiser un parcours de « Gegants », avec l'école Marc Chagall de Céret, le 13 juin 2024 au centre-ville de Céret

CONSIDERANT que l'organisation de cette animation nécessite, pour la sécurité des participants, des restrictions de stationnement et de circulation,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** – le jeudi 13 juin 2024 de 08h00 à 15h00

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

-le stationnement de tous les véhicules est temporairement interdit et considéré comme gênant la circulation publique sur les voies suivantes :

- Rue Elie Danflous
- Place Lucien André Ragot
- Avenue d'Espagne (du N°1 au N°3)
- Rue Pierre Rameil
- Rue Danton
- Rue des Ichides
- Place des 9 jets
- Rue Pasteur
- Rue du Vieux Céret
- Boulevard Maréchal Joffre
- Boulevard Jean Jaures

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules des organisateurs, véhicules de secours et des forces de l'ordre.

Le non-respect de ces dispositions sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Tout arrêt ou stationnement d'un véhicule en infraction avec cette interdiction sera considéré comme gênant au sens de l'article R417-10 du code de la route.

**ARTICLE 2** – Le jeudi 13 juin 2024 de 14h00 à 15h00 , la circulation sera interdite sur les voies suivantes :

- Rue Elie Danflous
- Place Lucien André Ragot
- Avenue d'Espagne (du N°1 au N°3)
- Rue Pierre Rameil
- Rue Danton
- Rue des Ichides
- Place des 9 jets
- Rue Pasteur
- Rue du Vieux Céret
- Boulevard Maréchal Joffre
- Boulevard Jean Jaures

**ARTICLE 3** – Afin d'assurer la sécurité de l'animation, un dispositif « anti-véhicule bélier » sera mis en place sur les voies suivantes (conformément au plan ci- annexé) :

- Boulevard Maréchal Joffre (devant le Grand caf')
- Rue Saint-Ferréol
- Avenue Georges Clémenceau

La Police Municipale assurera la sécurité du cortège au croisement :

- Avenue d'Espagne (Croisement de la rue Danflous)
- Boulevard Lafayette (Croisement de la Place Picasso)

**ARTICLE 4** - La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par les services de la Police Municipale et les Services Techniques.

**ARTICLE 5** - Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de la Brigade de la Gendarmerie de Céret, M. Le Responsable de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Céret, le vingt-sept mai deux mille vingt-quatre.

Pour le Maire et par délégation,  
Denis DUNYACH,  
Adjoint délégué



Le Maire

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.



